

du septième volume par lequel M. Paul Thureau-Dangin termine sa belle histoire de la monarchie de juillet.

Les élections de 1846 avaient été favorables au gouvernement; elles lui assuraient, dans la Chambre des Députés, une majorité de plus de cent voix; mais cette majorité, qui comptait un assez grand nombre de membres nouveaux, se montrait peu docile. Le roi Louis-Philippe, alors âgé de soixante-quatorze ans, désirait vivre en paix sans rien changer, tandis que le pays, qui ne vieillit jamais, demandait du nouveau; quant à M. Guizot, ministre depuis longtemps déjà, il oubliait trop qu'un peuple désire autre chose que la satisfaction de ses intérêts.

La politique étrangère de M. Guizot semble avoir été supérieure à sa politique intérieure. C'est peut-être, qu'à l'intérieur il lui suffisait de conserver la majorité dans les deux Chambres, pendant qu'à l'extérieur il lui fallait constamment combattre; or, dans ces luttes pacifiques, sa haute raison lui assurait de réels succès. Le principal ministre anglais, Palmerston, le poursuivait malheureusement d'une haine aveugle; il ne pouvait lui pardonner les mariages espagnols et le contrecarrait à chaque instant. A Londres, le duc de Broglie, ambassadeur de France, avait peine à lui tenir tête, et en Espagne, l'ambassadeur anglais Bulwer s'alliait aux révolutionnaires afin de miner notre influence. En Grèce, à la Plata, partout, les agents de Palmerston nous suscitaient des embarras.

Cette attitude hostile était heureusement contre-balancée par l'attitude de plus en plus bienveillante des grandes puissances du continent. Les principales Cours de l'Europe avaient d'abord considéré le gouvernement de la France comme un gouvernement révolutionnaire et s'en étaient défiées. A force de sagesse et de prudence, M. Guizot les